

Bodard, Lucien, *Les dossiers secrets du Pentagone*, Presses de la Cité, Paris, 1971, 288 p.

Julien Lambert

Volume 3, Number 2, 1972

Les politiques de défense

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700203ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700203ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lambert, J. (1972). Review of [Bodard, Lucien, *Les dossiers secrets du Pentagone*, Presses de la Cité, Paris, 1971, 288 p.] *Études internationales*, 3(2), 276–277. <https://doi.org/10.7202/700203ar>

en quelque sorte sanctionnée par une révolution prolétarienne impliquant, entre autres, la nationalisation des moyens de production. Une telle coupure ne met pas brusquement fin aux relations sociales capitalistes. La transition socialiste ne peut donc pas être unidirectionnelle. Une régression vers des formes transformées de capitalisme est toujours possible, comme nous le prouve l'expérience des pays d'Europe orientale. Sweezy illustre fort bien une telle régression avec les cas de la Tchécoslovaquie, de la Pologne et de l'URSS.

Si la transition ne mène pas inéluctablement au socialisme par exemple, une telle période peut être qualifiée de « volontariste ». Non pas que tout déterminisme soit absent, mais, selon les périodes, un élément de la relation dialectique entre volontarisme et déterminisme domine (voir p. 89-92). En bref, « les sociétés révolutionnaires peuvent et doivent choisir » (p. 92 ; italique ajouté), mais en même temps « la route suivie par une formation sociale est toujours déterminée par la lutte des classes » (p. 60). Seule la domination effective du prolétariat devrait mettre fin à une telle lutte et du même coup à la période de transition pour entrer pleinement dans le socialisme.

En conclusion, ces sept articles sont une excellente contribution qui s'ajoute au petit nombre de travaux qui traitent de la transition, en général, ou d'un type historiquement déterminé de transition. L'utilisation de « l'analyse des formes », principe méthodologique fondamental dans l'approche marxiste, c'est-à-dire la distinction entre un donné et un construit, un résultat et un procès, une forme et une structure profonde, se présente donc dans le cas de la transition socialiste, d'une part, comme une contradiction superficielle du plan et du marché, et, d'autre part, comme des relations sociales dominantes mettant aux prises des classes. Un autre apport important de ce petit ouvrage est la démonstration instructive et démythifiante de la transition régressive vers une forme étatique de capitalisme de plusieurs pays dits socialistes.

Relevons pour terminer que l'ensemble de ces articles ont été traduits en français et publiés, en 1972, chez Maspero, sous le titre *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme*.

Gérald BERTHOUD

Études africaines,
Université de Montréal.

BODARD, Lucien, *Les dossiers secrets du Pentagone*, Presses de la Cité, Paris, 1971, 288p.

En 1967, le secrétaire d'État américain à la Défense, Robert MacNamara, s'interrogeait sur les causes d'échec de l'engagement militaire de son pays au Viêt-nam, engagement dont il avait été l'un des principaux moteurs : ayant poussé à l'envoi vers le Sud-Est asiatique de contingents massifs d'hommes et de matériel qui devaient fatalement et à bref délai, selon les prévisions officielles yankees, anéantir dans un tourbillon de feu et d'acier, quelques nids de méchants maquisards communistes.

Pour s'éclairer sur les raisons d'un effet inattendu de la stratégie du Pentagone, le Ministre ordonna une enquête dans les archives secrètes de ce « Département ».

Au bout de quelques mois, les chercheurs avaient dégagé, des coffres de sûreté, quatre mille pages de documents qui jetaient une lumière assez crue sur une perspective de Dien Bien Phu recommencé.

Au terme de l'opération-vérité, courant mai 1968, le président Lyndon Johnson, jusque-là fervent interventionniste, annonçait sa résolution de retirer le plus rapidement possible les troupes américaines du Viêt-nam.

On s'interrogeait encore sur les motifs précis du revirement, lorsqu'en l'été 1971, le plus influent quotidien des États-Unis, le *New York Times*, publia une sélection du florilège polémologique élaboré confidentiellement par les documentalistes du Pentagone. Et ce fut, sur l'Amérique de la bonne conscience, le scandale dont on se souvient.

On avait tellement répété aux citoyens yankees que l'argent que le fisc leur soutirait pour couvrir les frais de l'opération du Viêt-nam était investi dans la plus pure des causes, que leurs gouvernants et leurs états-majors étaient les sentinelles intègres du monde libre, que leurs fils, leurs frères en mission dans les rizières et sous les palétuviers n'étaient rien moins, foi de cardinal-archevêque « vicaire aux armées », que « soldats du Christ » ; — oui, on l'avait si noblement conditionné ce bon gros peuple américain — qu'il était impossible qu'il ne fût pas traumatisé par la révélation de faits tels que ceux-ci :

— l'engagement militaire américain dans le sous-continent jaune n'était nullement affaire

de civilisation mais tenait à un argument stratégique très contestable : le contrôle du Viêt-nam par les États-Unis serait pour ceux-ci la garantie du contrôle de tout le Pacifique ;

— les gouvernements sud-vietnamiens anti-communistes non seulement n'avaient pas l'appui des masses qu'ils prétendaient représenter mais, faits et défaits par les stratèges de la Maison Blanche, ils étaient tous plus corrompus les uns que les autres ;

— les escalades dévastatrices n'étaient pas précisément des ripostes obligées à des coups d'audace nord-vietnamiens mais avaient souvent pour toute couverture des provocations machinées par les Américains eux-mêmes ;

— le président John Kennedy, avant d'être assassiné, avait été assassiné (par ambassadeur à Saigon interposé) d'un autre président (Diem), et toute une Amérique, derrière et après lui, avait été complice de ce meurtre-là et de dizaines de milliers d'autres, complice de génocide.

Bref, les papiers du Pentagone révélaient que l'affaire du Viêt-nam n'était pas une neuvième croisade mais une onzième guerre avec tout ce que cette immoralité implique d'immoralités dans le ravalement de l'homme à la brutalité foncière. Au fond, ce n'était pas les Américains que les fameux papiers condamnaient mais ce phénomène « guerre-war-Krieg-*guerra*... » qui parle toutes les langues, et dont les meilleures expressions ne valent rien.

Il était bon qu'on nous présentât les *Pentagon Papers* en français. Il eut peut-être mieux valu qu'on nous les présente autrement : que la traduction fût moins servile (elle est truffée de *yankismes*), qu'elle soit assortie de notes explicatives, que les éléments en fussent reliés par quelque commentaire, de manière à constituer un tout plus ou moins logique, que l'on nous fournit une bibliographie et surtout — précaution élémentaire ! — un index.

L'auteur s'est contenté de composer une cinquantaine de pages d'introduction ; il nous livre ensuite, en vrac, une centaine de pièces « administratives » dont la logique de succession est toute chronologique. Que le lecteur se débrouille pour trouver son fil d'Ariane dans cet amas documentaire !

Vingt années de Viêt-nam, catastrophe de l'Amérique, risquent aussi d'être une aventure assez peu plaisante pour maints usagers d'un ouvrage intitulé pourtant « *Lucien Bodard* pré-

sente *les dossiers secrets du Pentagone* ». Il nous les présente, oui, mais si peu ! Encore heureux qu'on les connaissait déjà pas mal !

Julien LAMBERT

Histoire moderne et contemporaine,
Université de Liège.

PAULUS, D., *Les milieux dirigeants belges et l'adhésion du Royaume-Uni aux communautés européennes*, Éditions de l'Institut de sociologie, Institut d'études européennes, Bruxelles, 1971, 331p.

La thèse de D. Paulus a pour fondement la perception et le comportement des milieux dirigeants belges face à l'important problème de l'unification européenne pendant la période 1961-1969.

En effet, le choix de l'étendue « optimale » de l'Europe et, en particulier, l'entrée du Royaume-Uni devaient susciter un certain nombre de controverses parmi les groupes socio-professionnels (organisation agricole, syndicats, monde des affaires) et les milieux politiques (le Parti socialiste belge, le Parti social chrétien, le Parti de la liberté et du progrès, la Volksunie et le Front démocratique des francophones, et le Rassemblement wallon ; le Gouvernement, le Parlement) qui devaient atteindre leur intensité maximum à la suite des candidatures de MacMillan en 1961 et de Wilson en 1967.

L'adhésion éventuelle du Royaume-Uni fut le plus souvent interprétée en termes de renforcement ou d'affaiblissement des institutions de la CEE et des objectifs d'union politique. Comme le souligne l'auteur, les réponses apportées par les milieux dirigeants furent souvent partielles, ambiguës, imprécises. Le veto français émis en janvier 1963 devait être en général analysé sévèrement. Cependant, il perdait ce caractère avec le recul.

Une des raisons provient du manque d'informations concernant l'intensité des engagements que le Royaume-Uni entendait prendre à court ou à long terme. L'auteur a parfaitement bien replacé l'adhésion dans le contexte économique et politique de l'époque. Cependant, il serait fort ambitieux de croire qu'en matière politique et institutionnelle, la position des Six soit d'une parfaite précision et d'une harmonie sans faille. La problématique de l'espace euro-